

Manuel VALLS

*Essonne (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de la vidéosurveillance [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [30 octobre 2007] (p. 3551)

Sécurité publique. Sécurité des biens et des personnes. Violences urbaines, lutte et prévention [27 novembre 2007] (p. 4703)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande à Mme la garde des sceaux les statistiques relatives aux prisons et les conséquences budgétaires des mesures examinées [17 juillet 2007] (p. 2156)

Demande à nouveau des éléments chiffrés sur la population carcérale [18 juillet 2007] (p. 2167)

En appelle à la sérénité des débats [18 juillet 2007] (p. 2176)

Déplore que la question des statistiques concernant l'origine ethnique ne soit soulevée qu'à propos d'un texte essentiellement répressif sur l'immigration. Il questionne le Gouvernement sur le nombre de personnes en situation irrégulière sur le territoire

national et demandant des papiers [18 septembre 2007] (p. 2152)

Observe que si les droits de l'opposition relèvent du règlement, certains éléments auraient pu être intégrés dans la Constitution [9 juillet 2008] (p. 4464)

S'insurge contre toute restriction du droit d'amendement [9 juillet 2008] (p. 4484)

Souligne que, bien qu'il y ait de nombreuses raisons de voter contre ce texte, la restriction du droit d'amendement suffit à justifier ce vote [9 juillet 2008] (p. 4487)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2094) : rejetée (p. 2101)

Thèmes :

Droit pénal : lois (p. 2094)

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : moyens (p. 2097)

Droit pénal : contrôle judiciaire (p. 2098)

Droit pénal : emprisonnement : récidive (p. 2097)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2095)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2094)

Droit pénal : peines planchers (p. 2094)

Droit pénal : proportionnalité de la peine (p. 2095)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2094)

Justice : moyens (p. 2097)

Justice : centres éducatifs fermés (p. 2097)

Justice : exécution des décisions (p. 2097)

Justice : jugements : délais (p. 2097)

Ordre public : lutte contre l'insécurité : Parti socialiste (p. 2098)

Ordre public : Observatoire national de la délinquance (p. 2096)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2096)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2097)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Noël Mamère (rapport annuel sur les établissements pénitentiaires, la population carcérale, les mesures de réinsertion et de prévention de la récidive) (p. 2149)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n°s 88 rectifié et 89 (p. 2153, 2155)
Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2007] (p. 2156)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n°s 92, 91 rectifié et 90 (p. 2160, 2161)

Après l'article 2

Son amendement n° 93 (rapport annuel sur l'impact des dispositions de la loi) (p. 2161) : retiré (p. 2162)
Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2007] (p. 2167)

Après l'article 2 ter

Son intervention (p. 2173)
Son rappel au règlement (cf supra) [18 juillet 2007] (p. 2176)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses amendements n°s 74 (de suppression) et 77 (p. 2180, 2183)

Article 4 (information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales)

Son amendement n° 78 (de suppression) (p. 2184)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Son amendement n° 80 (de suppression) (p. 2186)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son amendement n° 82 (de suppression) (p. 2188)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 65 rectifié de M. Julien Dray (contrôle judiciaire socio-éducatif, sauf avis contraire du juge, pour les personnes mises en examen non condamnées antérieurement et encourant une peine délictuelle de plus de trois ans d'emprisonnement) (p. 2188)

Intervient sur l'adt n° 66 de M. Julien Dray (prise en charge, sauf avis contraire du juge, du

primodélinquant par le juge de l'application des peines) (p. 2189)

Article 7 (application de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire)

Son amendement n° 84 (de suppression) (p. 2189)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son amendement n° 86 (de suppression) (p. 2189)

Article 10 (entrée en vigueur de la loi)

Son amendement n° 87 (p. 2190)

Article 11 (application des dispositions du projet de loi dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie)

Son amendement n° 69 (de suppression) (p. 2191)

Explications de vote et vote [18 juillet 2007] (p. 2191)

Ses explications de vote (p. 2193)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2194)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2143)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2007] (p. 2152)

Thèmes :

Associations : subventions (p. 2143)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2143)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2143)

Etrangers : régularisations (p. 2143)

Union européenne : construction européenne : politique de l'immigration (p. 2143)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)*Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)*

Son intervention (p. 2211)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son intervention (p. 2239)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2284)

Intervient sur le sous-adt n° 274 du Gouvernement (dispositif applicable jusqu'au 31 décembre 2010 et évalué annuellement par une commission) à l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2297)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)

Procédure des questions :

Etrangers : expulsion : objectifs et indicateurs de performance (p. 3614)

Etrangers : expulsion : préfectures (p. 3614)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2264)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2264)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2264)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2265)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2265)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 245 de M. Jean-Christophe Lagarde (vote des ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)

Intervient sur l'adt n° 308 de M. Noël Mamère (reconnaissance de la citoyenneté des personnes résidant en France depuis au moins cinq ans) (p. 2359)

Intervient sur l'adt n° 374 de M. Jean-Claude Sandrier (principe du droit de vote des résidents étrangers) (p. 2359)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2563)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Jean-Christophe Lagarde (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2684)

Intervient sur l'adt n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2684)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 2724)

Article 34 (entrée en vigueur)

Son intervention (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Son intervention (p. 4386)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 4387)

Elections et référendums : collège sénatorial (p. 4387)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4387)

Français de l'étranger : modes de scrutin (p. 4387)

Parlement : ordre du jour (p. 4387)

Parlement : prérogatives (p. 4386)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 4387)

Politique générale : institutions : modernisation
(p. 4387)

Union européenne : élargissement : référendums
(p. 4388)

**Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ;
[9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)**

Article 11 (domaine de la loi)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008]
(p. 4464)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2008]
(p. 4484, 4487)

**Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil
pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires
publiques pendant le temps scolaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 juillet 2008]
(p. 4564, 4603)**

Soutient la motion de renvoi en commission de
M. Jean-Marc Ayrault (p. 4622) : rejetée au
SCRUTIN PUBLIC (p. 4629)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration
(p. 4623)

Collectivités territoriales : transferts de compétences :
compensations financières (p. 4624)

Communes : maires : rôle (p. 4625)

Communes : service d'accueil pendant le temps
scolaire : expérimentation (p. 4622)

Communes : service d'accueil pendant le temps
scolaire : recrutement (p. 4623)

Communes : service d'accueil pendant le temps
scolaire : responsabilité (p. 4624)

Enseignement : personnel : effectifs (p. 4625)

Enseignement : personnel : remplaçants (p. 4625)

Enseignement maternel et primaire : rythmes et
vacances scolaires (p. 4624)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des
départs à la retraite (p. 4625)

Secteur public : grève : service d'accueil pendant le
temps scolaire (p. 4625)